

3° l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 septembre 1988 portant création du centre culturel à Kraainem, sous la dénomination "De Lijsterbes";

4° l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 1991 portant création du centre culturel à Linkebeek, sous la dénomination "De Moelie";

5° l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 1991 portant création du centre culturel à Wezembeek-Oppem, sous la dénomination "De Kam";

6° l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 décembre 1987 portant composition du comité de direction du centre culturel à Wemmel "De Zandloper".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Bruxelles, le 19 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 - 487

[C - 97/27126]

16 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur des conseils d'avis de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995, relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 définissant les missions respectives et le fonctionnement des conseils visés à l'article 36 du décret du 6 avril 1995 précité, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'« Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées », émis le 24 octobre 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur des conseils d'avis de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, figurant en annexe.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Annexe

TITRE 1^{er}. — Du fonctionnement du Conseil d'avis

CHAPITRE 1^{er}. — Des convocations

Article 1^{er}, § 1^{er}. Le président convoque les membres du Conseil ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Comité de gestion de l'Agence fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Le président fixe la date et l'heure des autres séances après consultation de l'Administrateur général.

Le président est tenu de réunir le Conseil :

— à la demande du président du Comité de gestion, du Bureau ou du Comité de gestion;

— à la demande d'un quart des membres effectifs du Conseil;

Le président veille à recueillir l'avis du Conseil dans les délais requis, lorsque cet avis est requis en application de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995, définissant les missions respectives et le fonctionnement des Conseils.

Art. 2. La convocation est adressée au moins huit jours avant la séance. Elle énonce l'ordre du jour de la séance. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres à l'Administrateur général. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion.

Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence.

Art. 3. § 1^{er}. L'ordre du jour est fixé par le président en concertation avec l'Administrateur général.
A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour est approuvé. Il peut être modifié ou complété.
§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire pour chaque point.

CHAPITRE 2. — *Lieu de réunion*

Art. 4. Le conseil se réunit dans les locaux de l'Agence. Dans des cas exceptionnels, il peut se réunir en tout autre lieu.

CHAPITRE 3. — *Assistance aux réunions*

Art. 5. En cas d'empêchement du président, ses attributions sont exercées par le membre le plus ancien, ou à égalité d'ancienneté, par le plus âgé.

Art. 6. Assistent avec voix consultative :

- a) le commissaire du Gouvernement;
- b) le délégué du Ministre du Budget;
- c) l'Administrateur général;
- d) l'Administrateur général adjoint;
- e) les personnes invitées au titre d'expert sur décision du Conseil;
- f) le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Assistent également les membres du personnel de l'Agence désignés par l'Administrateur général pour faire rapport sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 7. Le Conseil se réunit à huis clos.

Art. 8. Lorsqu'un membre du Conseil doit, en raison de circonstances particulières dues à son handicap, se faire assister d'une personne, celle-ci est tenue :

- de s'abstenir d'intervenir à titre personnel dans les délibérations;
- d'observer strictement la discipline des réunions;
- de garder le secret des délibérations;
- de s'engager par écrit à se conformer aux obligations précitées.

CHAPITRE 4. — *Délibérations et votes*

Art. 9. Les membres du Conseil ainsi que les personnes ayant voix consultative signent une liste de présence.

La séance est ouverte par le président à la condition que le Conseil soit en nombre pour délibérer valablement.

Si, après convocation régulière, le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par une seconde convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les projets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 10. Le président du Conseil ouvre, dirige et clôt les débats. Il accorde, refuse ou retire la parole. Il assure le bon fonctionnement de la séance, maintient l'ordre et fait observer le règlement.

Art. 11. Les points inscrits à l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre où ils y figurent. Cet ordre peut cependant être modifié par décision du président ou du Conseil.

Art. 12. Toute délibération relative à un des points figurant à l'ordre du jour peut être ajournée par décision du Conseil sur la proposition du président. En ce cas, la question devra être remise à l'ordre du jour de la plus prochaine séance du Conseil.

Art. 13. § 1^{er}. Les avis sont pris à la majorité des voix des membres effectifs présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

§ 2. Les votes ont lieu à mainlevée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention. Elle sera actée au procès-verbal.

Lorsque l'unanimité n'a pu se faire lors d'un vote, une note de minorité est, à la demande de celle-ci, jointe au procès-verbal de la réunion.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le Conseil peut, pour les questions de personnes, décider de voter par scrutin secret.

CHAPITRE 5. — *Les procès-verbaux et avis motivés*

Art. 14. Le Secrétaire du Conseil établit un projet de procès-verbal et, s'il échet, d'avis motivé.

Le procès-verbal indiquera les noms des membres présents, les noms des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de séance ainsi que les noms des personnes présentes avec voix consultative et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats ainsi que le résultat des votes.

Art. 15. Le Conseil peut en cas d'urgence, approuver en séance le procès-verbal en tout ou en partie ou le texte d'un avis motivé.

Il peut également décider que le procès-verbal ou l'avis motivé sera envoyé aux membres qui pourront, dans un délai à fixer, présenter les observations qu'ils jugent opportunes. A défaut d'observations écrites et motivées portant sur le fond, formulées endéans ce délai, le procès-verbal ou l'avis motivé est considéré comme approuvé et avis en est donné aux membres, soit à la prochaine séance, soit par écrit.

Le Conseil arrête le texte définitif des procès-verbaux et avis motivés.

Art. 16. Les procès-verbaux et avis approuvés sont signés par le président et le Secrétaire ou par leur remplaçant. Ils sont conservés au siège de l'Agence.

Art. 17. Les membres du Conseil et les personnes qui assistent à ces réunions ont en tout temps le droit de consulter les procès-verbaux et avis.

Art. 18. Les extraits des procès-verbaux et avis sont certifiés conformes par le Secrétaire.

CHAPITRE 6. — *Droits et devoirs des membres du Conseil*

Art. 19. Les membres qui désirent obtenir ou communiquer des informations complémentaires sur les points inscrits à l'ordre du jour se mettent en rapport avec l'Administrateur général, l'Administrateur général adjoint ou le Secrétaire.

Art. 20. L'Administrateur général met à la disposition de chaque membre un recueil des textes légaux et réglementaires ayant trait aux questions qui rentrent dans la compétence de l'Agence. Il tient ce recueil à jour.

Art. 21. La présence aux séances est obligatoire. En cas d'empêchement, le membre en donne avis au Secrétaire. Trois absences successives non justifiées durant l'année peuvent entraîner la démission du membre.

Art. 22. Il est interdit aux membres du Conseil d'être présents à la délibération sur les objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel.

Art. 23. Les membres et personnes ayant pris part aux réunions sont tenus de conserver le secret sur les délibérations.

Tous documents, renseignements, informations, portés à la connaissance des membres en vertu de leur mandat, à moins qu'ils aient été rendus publics et hormis les cas de rapport de consultation et de communication sur des questions générales des membres avec les organisations qui ont présenté leur candidature, ne peuvent faire l'objet de publication ou de communication à des tiers, sans autorisation de l'Administrateur général.

CHAPITRE 7. — Des groupes de travail

Art. 24. Le Conseil peut créer en son sein des groupes de travail chargés d'étudier des questions déterminées ou de procéder à une enquête.

Il en arrête la composition, en détermine éventuellement la durée et se fait exposer périodiquement leurs rapports et conclusions.

CHAPITRE 8. — Dispositions générales

Art. 25. Sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires, le Conseil statue sur les cas non prévus au présent règlement.

Art. 26. Le président est garant de la bonne application du présent règlement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Conseils d'avis.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 487

[C - 97/27126]

16 JANUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de adviesraden van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal's Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 tot bepaling van de werking en de respectievelijke opdrachten van de raden bedoeld in artikel 36 van bovenvermeld decreet van 6 april 1995, inzonderheid op artikel 6,

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", gegeven op 24 oktober 1996;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de adviesraden van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 3. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 1997

De Minister-Président van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

TITEL I. — Werking van de Adviesraad

HOOFDSTUK 1. — Oproepingen

Artikel 1. § 1. De voorzitter roept de leden van de raad op, alsook de personen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen.

Het beheerscomité van het Agentschap stelt de datum en het uur van de gewone zittingen jaarlijks vast.

§ 2. De voorzitter bepaalt de datum en het uur van de andere zittingen in overleg met de administrateur-generaal.

De voorzitter is gehouden de raad bijeen te roepen :

- op verzoek van de voorzitter van het beheerscomité, van het bureau of van het beheerscomité zelf;
- op verzoek van één kwart van de gewone leden van de raad.

De voorzitter moet het advies van de raad binnen de vastgestelde termijn inwinnen wanneer dat advies wordt vereist overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 tot bepaling van de werking en de respectievelijke opdrachten van de raden.

Art. 2. De oproepingen worden ten minste acht dagen vóór de vergadering verzonden. De dagorde van de vergadering wordt erin aangegeven. De oproepingen worden gezonden aan het adres dat de leden aan de administrateur-generaal hebben meegedeeld. De plaats en het uur van de vergadering staan in de oproepingen vermeld. In spoedgevallen kan de termijn van acht dagen ingekort worden.

Art. 3. § 1. De voorzitter bepaalt de dagorde in overleg met de administrateur-generaal.

De dagorde wordt bij de opening van de vergadering goedgekeurd. Zij kan gewijzigd of aangevuld worden.

§ 2. Voor elk punt wordt een voorbereidende nota bij de dagorde gevoegd.

HOOFDSTUK 2. — Vergaderplaats

Art. 4. De raad vergadert in de lokalen van het Agentschap. In uitzonderingsgevallen kan hij waar dan ook vergaderen.

HOOFDSTUK 3. — Deelneming aan de vergaderingen

Art. 5. Bij verhindering van de voorzitter worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door het lid met de meeste dienstanciënniteit of, bij gelijke dienstanciënniteit, door het oudste lid.

Art. 6. De volgende personen nemen deel aan de vergaderingen met raadgevende stem :

- a) de commissaris van de Regering;
- b) de afgevaardigde van de Minister van Begroting;
- c) de administrateur-generaal;
- d) de adjunct-administrateur-generaal;
- e) de personen die de raad als deskundigen uitnodigt;
- f) de secretaris en de adjunct-secretaris.

De door de administrateur-generaal aangewezen personeelsleden van het Agentschap nemen ook deel aan de vergaderingen om verslag uit te brengen over de agendapunten.

Art. 7. De raad vergadert met gesloten deuren.

Art. 8. Wanneer een lid van de raad zich wegens zijn handicap moet laten begeleiden, is de begeleidende persoon gehouden :

- niet persoonlijk tussen te komen in de beraadslagingen;
- de regels van de vergaderingen strikt na te leven;
- de beraadslagingen geheim te houden;
- zich schriftelijk te verbinden tot het nakomen van voormelde verplichtingen.

HOOFDSTUK 4. — Beraadslagingen en stemmingen

Art. 9. De leden van de raad en de personen die raadgevende stem hebben, tekenen een presentielijst.

De voorzitter opent de vergadering mits de raad in voldoende aantal aanwezig is om op geldige wijze te beraadslagen.

Indien de raad, na regelmatige bijeenroeping, niet in voldoende aantal aanwezig is, zal hij op geldige wijze beslissen over de punten die twee keer achtereenvolgens op de agenda komen te staan, op de vergadering die na de tweede bijeenroeping belegd wordt, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 10. De voorzitter van de raad opent, leidt en sluit de debatten. Hij geeft, weigert of ontnemt het woord.

Hij zorgt voor de goede werking van de vergadering en voor de inachtneming van het reglement, en handhaaft de orde.

Art. 11. De agendapunten worden besproken in de volgorde waarin ze op de agenda voorkomen. De voorzitter of de raad kan echter beslissen deze volgorde te wijzigen.

Art. 12. Op het voorstel van de voorzitter kan de raad beslissen elke beraadslaging over één van de agendapunten uit te stellen. In dit geval wordt het agendapunt naar de volgende vergadering van de raad verschoven.

Art. 13. § 1. De adviezen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige gewone leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. De leden stemmen bij handopsteken. Het lid dat zich onthoudt, kan zijn onthouding motiveren. Ze wordt in de notulen vermeld.

Bij met-eenparigheid van stemmen wordt een nota van de minderheid op haar verzoek bij de notulen van de vergadering gevoegd.

§ 3. Behalve andersluidende wets- of verordeningsbepalingen kan de raad voor persoonsgebonden aangelegenheden beslissen bij geheime stemming te stemmen.

HOOFDSTUK 5. — *Processen-verbaal en met redenen omklede adviezen*

Art. 14. De secretaris van de raad maakt een ontwerp van proces-verbaal op en, in voorkomend geval, een ontwerp van met redenen omkleed advies.

Het proces-verbaal vermeldt de naam van de aanwezige en verschoonde leden of van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten, alsook de naam van de met raadgevende stem aanwezige personen en van degenen die bij de bespreking van sommige agendapunten verhoord werden.

In het proces-verbaal staan een korte samenvatting van de debatten en de uitslag van de stemmingen.

Art. 15. In geval van dringende noodzakelijkheid kan de raad het proces-verbaal in zitting geheel of gedeeltelijk goedkeuren. Hij kan eveneens de tekst van een met redenen omkleed advies goedkeuren.

Hij kan ook beslissen het proces-verbaal of het met redenen omkleed advies aan de leden te sturen die hun opmerkingen binnen een te bepalen termijn indienen. Als de schriftelijke en met redenen omklede opmerkingen over de zaak zelf niet binnen de voorgeschreven termijn zijn ingediend, wordt het proces-verbaal of het met redenen omkleed advies geacht goedgekeurd te zijn en worden de leden hiervan op de hoogte gebracht, hetzij op de volgende vergadering, hetzij schriftelijk.

De raad legt de definitieve tekst van de processen-verbaal en de met redenen omklede adviezen vast.

Art. 16. De goedgekeurde processen-verbaal en adviezen worden getekend door de voorzitter en de secretaris, of door hun plaatsvervanger. Ze worden op de zetel van het Agentschap bewaard.

Art. 17. De leden van de raad en de personen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen, hebben het recht elk ogenblik inzage te nemen van de processen-verbaal en adviezen.

Art. 18. De uittreksels van de processen-verbaal en adviezen worden door de secretaris voor eensluidend verklaard.

HOOFDSTUK 6. — *Rechten en plichten van de leden van de raad*

Art. 19. De leden die bijkomende inlichtingen over de agendapunten wensen te verkrijgen of mee te delen, nemen contact op met de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of de secretaris.

Art. 20. De administrateur-generaal bezorgt elk lid een verzameling van wets- en verordeningsbepalingen betreffende de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Agentschap vallen. Hij houdt deze verzameling bij.

Art. 21. De leden zijn verplicht de vergaderingen bij te wonen. Bij verhindering zijn ze gehouden de secretaris te verwittigen. Drie niet-verantwoorde achtereenvolgende afwezigheden in de loop van het jaar kunnen hun ontslag tot gevolg hebben.

Art. 22. De leden van de raad mogen niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden waarbij ze rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, administrateur of personeelslid.

Art. 23. De leden en de personen die aan de vergaderingen deelnemen, moeten de beraadslagingen geheim houden.

De documenten en de inlichtingen die de leden omwille van hun mandaat kunnen verkrijgen, mogen niet zonder toestemming van de administrateur-generaal gepubliceerd worden, noch aan derden meegedeeld worden, tenzij ze openbaar worden gemaakt en behalve in het geval van verslagen betreffende algemene vragen waarover de leden overleg plegen met de organisaties die hen als kandidaat hebben voorgedragen.

HOOFDSTUK 7. — *Werkgroepen*

Art. 24. De raad kan uit zijn midden werkgroepen oprichten die belast worden met de behandeling van bepaalde punten of met het instellen van een onderzoek.

Hij stelt de werkgroepen samen en bepaalt eventueel hun duur. Hij vraagt regelmatig om hun verslagen en conclusies.

HOOFDSTUK 8. — *Algemene bepalingen*

Art. 25. Onder voorbehoud van de naleving van de wets- en verordeningsbepalingen spreekt de raad zich uit over de gevallen waarin dit reglement niet voorziet.

Art. 26. De voorzitter ziet erop toe dat dit reglement goed wordt toegepast.

Gezien om te worden gevraagd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviesraden.

Namen, 16 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

10 FEVRIER 1997. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 octobre 1987 fixant les conditions et les modalités d'agrément, de subventionnement et de conventionnement d'organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée, notamment les articles 2, 4, § 2, et 6,